SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 30 AVRIL 1929

Proposition de loi modifiant l'article 57 de la loi du 9 juillet 1926
relative aux Conseils de prud'hommes.

DÉVELOPPEMENTS

MADAME, MESSIEURS,

La proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations concerne le fonctionnement interne de la juridiction prud'homale.

Voici de quoi il s'agit :

L'article 50 de la loi sur les conseils de prud'hommes dispose que, dans chaque conseil de prud'hommes, chaque chambre forme dans son sein un bureau qui a pour mission de concilier les parties.

Les articles 52 et 54 de la même loi précisent le fonctionnement du bureau de conciliation :

« L'appel des parties devant le bureau de conciliation a lieu par simple lettre du greffier ;

» Il est dressé, séance tenante, au bureau de conciliation, un procès-verbal de conciliation ou de non conciliation ;

» Les affaires non conciliées sont renvoyées devant la chambre compétente ;

» Toutefois, le bureau de conciliation peut siéger comme « bureau de jugement » et il juge notamment lui-même les différends d'une valeur ne dépassant pas 200 francs, qu'il n'a pu aplanir ;

» Les décisions rendues par le bureau de jugement ne sont pas susceptibles d'appel. »

Enfin, l'article 54 contient un alinéa, le dernier, rendant applicables aux instances devant les bureaux de jugement, les dispositions de divers articles et notamment celles de l'article 57. Nous touchons ici au nœud de la question :

L'article 57 celui que, précisément, nous voulons modifier, dispose que :

« Le défendeur est appelé devant la chambre compétente par citation d'huissier. »

Se basant sur le dernier alinéa de l'article 54, rendant applicables aux instances devant les bureaux de jugement cet article 57, le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale a adressé récemment aux greffiers des conseils de prud'hommes, une circulaire leur indiquant de n'inscrire au rôle des bureaux de jugement que les affaires introduites par citation d'huissier.

Nous avons eu l'occasion, au cours de la discussion du budget, d'exposer que cette circulaire ministérielle ne paraît pas correspondre à l'interprétation normale de la loi.

En effet, en imposant la citation d'huissier pour la procédure devant le « bureau de jugement » et cela de façon uniforme pour toutes les affaires, le Ministre prend une mesure qui va nettement à l'encontre du but que le législateur s'est assigné en introduisant dans

la loi l'article 54 : la réduction des frais au minimum et la rapidité de la procédure.

Le Ministre a interprété la loi comme suit : pour appeler devant le bureau de conciliation, il faut un simple lettre ; mais, lorsque le bureau de conciliation siège comme bureau de jugement, il change de nature, il cesse d'être un bureau de conciliation et la procédure prévue pour les chambres lui est appliquée.

Voilà une interprétation bien contestable et la mesure qu'elle inspire l'est encore davantage puisqu'elle alourdit singulièrement la procédure que le législateur voulait simple, rapide et peu coûteuse.

A ce point de vue, nous nous permettons d'opposer le nôtre et nous estimons que c'est au moment même de la séance de conciliation que le bureau de jugement s'empare de l'affaire, sans aucune procédure particulière et la juge.

Nous ne sommes pas seuls d'ailleurs à interpréter la loi dans ce sens.

M. Wauwermans, avocat près la Cour d'appel, membre de la Chambre des Représentants, ainsi que M. Léger, avocat près la Cour d'appel, assesseur juridique au conseil de prud'hommes de Bruxelles, partagent notre avis et nous lisons ceci dans leur commentaire de la loi sur les conseils de prud'hommes, à la page 70, là où ils parlent du bureau de jugement :

« Lorsque les parties n'ont pu être conciliées en un litige dont la valeur ne dépasse pas 200 francs, le bureau de conciliation se transforme *instantanément, sans procédure particulière et sans autre modification* que la présence de l'assesseur juridique, en bureau de jugement. »

D'autre part, M. Paul Horion, avocat à Liège, assesseur juridique au conseil de prud'hommes de Huy, parle en ces termes, du bureau de jugement dans un article publié par le Bulletin de la Cour d'appel de Liège :

« Si les parties sont toutes deux pré-

sentes en conciliation, elles sont par le fait même averties de la date de la séance du bureau de jugement. Celle-ci a lieu *immédiatement. Le bureau de conciliation se transforme, en effet, en bureau de jugement sans désemparer et sans procédure particulière* ».

Ce que la loi a voulu, c'est :

1^o Permettre de terminer *immédiatement* un petit différend ;

2^o Eviter aux parties de s'exposer à des frais qui ne sont pas en rapport avec l'importance du litige, une citation coûtant de 20 à 25 francs et même davantage, si le défendeur habite une commune éloignée.

La circulaire ministérielle est donc bien contraire à l'esprit de la loi en imposant la formalité de la citation pour toutes les affaires relevant du bureau de jugement.

Cependant, nous admettons qu'il peut être nécessaire de recourir à la citation d'huissier, notamment dans le cas où le défendeur n'est pas présent en séance de conciliation.

Et c'est dans cette voie qu'il faut chercher la solution de la controverse.

Si l'on admet la distinction entre le cas de présence et le cas d'absence du défendeur en séance de conciliation, aucun doute ne peut subsister quant à l'application normale de l'article 57 par rapport aux dispositions de l'article 54.

En effet :

Si les parties sont toutes deux présentes à la séance de conciliation, elles sont, en cas de non-conciliation, soumises à la juridiction du bureau de jugement, sans aucune procédure particulière.

Si les parties ne sont pas toutes deux présentes en séance de conciliation, et notamment si le défendeur est absent, il faudra le convoquer et cette convocation se fera au moyen d'une citation d'huissier.

Donc la situation est la suivante :

a) Le défendeur est présent en séance

de conciliation et l'on se trouve devant le cas prévu par l'article 54, alinéa 4;

b) Le défendeur fait défaut en séance de conciliation et l'on se trouve devant le cas prévu par l'article 54, alinéa 7.

Notre proposition de loi a pour but de préciser l'article 57 sur ce point et d'éviter ainsi toute possibilité de contestation à l'avenir quant à l'application de l'article 54.

Le règlement définitif de cette question ne pourra que rendre plus claire et plus sûre l'application de notre législation prud'homale.

Nous osons espérer que le Sénat accueillera favorablement notre initiative et qu'il tiendra à mettre d'urgence cet objet à son ordre du jour.

Jos. VAN ROOSBROECK.

Proposition de loi modifiant l'article 57 de la loi du 9 juillet 1926 relative aux Conseils de prud'hommes.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 57 de la loi du 9 juillet 1926 relative à l'organisation des conseils de prud'hommes est libellé comme suit :

« Art. 57. — Le défendeur est appelé devant la chambre compétente par citation d'huissier. *La citation d'huissier n'est pas requise pour les affaires relevant de la compétence du bureau de conciliation, siégeant comme bureau de jugement, conformément à l'article 54, si le défendeur est présent en séance de conciliation.* »

Jos. VAN ROOSBROECK.
J. CASTERMAN.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 57 der wet van 9 Juli 1926 op de Werkrechtshraden.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 57 der wet van 9 Juli 1926 op de werkrechtshraden luidt als volgt :

« Art. 57. — De verweerder wordt door de bevoegde kamer bij deurwaardersexploot gedagvaard. *Dit deurwaardersexploot wordt niet vereischt voor de zaken behorende tot de bevoegdheid van de verzoeningsbureelen, zetelend als vonnisvellend bureel, overeenkomstig artikel 54, zoo de verweerder op de verzoeningszitting aanwezig is.*